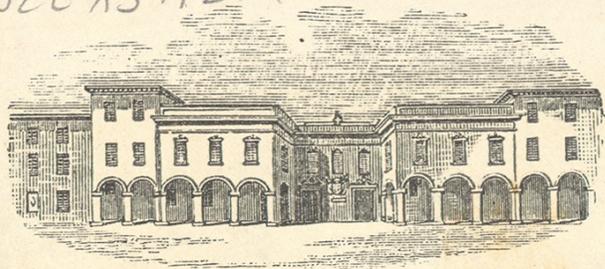


922 134/211



R. ISTITUTO GEOLOGICO E PALEONTOLOGICO

presso la R. Università di Bologna
63, Via Zamboni.

DIRETTORE G. CAPELLINI

Bologna 8 juillet
1894

Mon cher Ami

J'ai reçu votre bonne
lettre et je vous
remercie beaucoup
d'avoir été l'interprète
de mes sentiments,
envers les honorables
confères de la Société
archéologique du Midi
de la France à laquelle
depuis 1891 je suis

lié par la plus vive
et profonde reconnaiss-
sance.

Je vous garde
votre lettres très
affectueuses comme
si un des plus chers
souvenirs de votre
ancienne amitié
et de toutes les
courtoisies dont,
bien de fois, vous
m'avez comblé à
Toulouse et ailleurs.

Mr. Rozet m'a
répondu par une
lettre remarquable
laquelle a été publiée
hier dans la Gazette
de Bologna. Le
directeur du journal
a pensé d'en donner
la traduction afin
qu'elle soit mieux
appréciée par tous
les lecteurs et je
prend la liberté de
vous en envoyer un
exemplaire.

Agréés, monsieur
 et cher collègue,
 l'assurance de ma
 plus vive affection
 pour vous et pour
 votre patrie et j'ai
 le plaisir d'être,

Votre Amitté dévouée
 J. Capellini

Le Temps

5
CENTIMES

1894 (Gratuit pour les abonnés du Journal)

at-major du gouver-
— Officiers généraux
de l'armée de Paris.—
fficiers supérieurs de

es et des mines.

orientales vivantes.

urs de l'Ecole supé-
ves.

urs des musées na-

des beaux-arts.

e musique et de dé-

lture.

ue.

centrale des arts et

n des élèves.

avocats au Conseil

n.

dre des avocats et du

e la presse française

rance.

cour d'appel.

nière instance.

priseurs.

s de change.

rs d'assurances près

ers de marchandises

ci-dessus ne pour-

par la rue du Fau-

elle on accédera par

la rue Royale.

LA CHAMBRE

accepterait de for-

publique porterait

Chambre.

emps, maires, se

à leurs conseils

brer cette année

il.

e bureau de la

il a été décidé

venir dimanche

ndre en corps

Carnot.

NOT

s, est devenue

La rue de l'Ely-

la fallu suspension

tion dans la par-

onore qui s'étend

vau. Le service

ù demander au

nts de police et

afin de dégager

nt un cordon en

fusils mis hori-

lleurs respecta-

our de l'Elysée

is de l'Elysée,

el Chamoin, a

onnent sur les

cours est et ouest dans la rue de l'Elysée et dans l'avenue Marigny. Les personnes passent alors entre deux haies de soldats, dans la cour d'honneur, devant le catafalque où reposera dimanche matin le corps du président de la République. Sans ce dégagement habile, on pouvait craindre quelques accidents dans cette foule qui grossit sans cesse.

Le président de la République, M. Casimir-Perier, s'est, comme nous l'avons dit, rendu encore cet après-midi, à deux heures, à l'Elysée. Il est monté dans les appartements de Mme Carnot pour la saluer, puis il est allé à la chapelle ardente pour rendre un nouvel hommage à la dépouille de son prédécesseur. Sa visite s'est faite incognito. Le colonel Chamoin, qui était seul informé de sa venue, a fait discrètement évacuer les abords du palais et la cour d'honneur, et la voiture de M. Casimir-Perier a pu pénétrer facilement dans le palais.

A quatre heures, M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie, accompagné de Mme de Mohrenheim et des membres de l'ambassade, est aussi venu à l'Elysée et est resté quelques minutes devant le cercueil. La couronne de l'ambassade de Russie, que l'ambassadeur avait envoyée avant sa visite au palais, se distingue parmi les plus belles. Elle est en roses de toutes couleurs, entremêlées d'orchidées et un triple ruban jaune, blanc et noir, la traverse, sur lequel, en lettres d'or, se détache l'inscription suivante : « L'Ambassade de Russie au président Carnot. »

Les funérailles

On nous communique les avis suivants :

Les membres du Souvenir français, société nationale pour l'entretien des tombes militaires et des marins morts pour la patrie, qui désirent honorer de leur présence les funérailles de M. Carnot, sont priés de se réunir le dimanche matin, avant huit heures et demie, devant le siège social, 229 rue du Faubourg Saint-Honoré.

Prière de se munir de l'insigne de la société.

Dans une réunion qui a eu lieu chez leur doyen, M. Lucien Puteaux, les présidents des sociétés de secours mutuels de Paris ont décidé de convoquer tous les groupes mutualistes du département de la Seine aux obsèques du président Carnot qui a toujours témoigné tant de bienveillance à la mutualité et qui était lui-même membre d'honneur d'un grand nombre de sociétés.

Tous les huissiers et garçons de bureau de la préfecture de la Seine et des maires de Paris ont pris à partir d'aujourd'hui le deuil du président Carnot.

Ce deuil qui consiste en un crêpe au bras gauche sera porté jusqu'au 25 juillet.

Adresses et condoléances

Aujourd'hui a eu lieu la réunion hebdomadaire de la Société d'économie industrielle et commerciale. M. Tharel, président, a pris la parole en ces termes :

Messieurs, depuis notre dernière réunion, un grand malheur a frappé la patrie.

Notre Société, n'a aucun caractère politique, mais elle a montré plus d'une fois, par le désintéressement avec lequel elle s'occupe activement des intérêts généraux du pays, qu'elle était bien française.

C'est à ce titre, messieurs, que, nous associant au deuil national, nous vous demandons de transmettre en votre nom à Mme Carnot l'expression de notre respectueuse et douloureuse sympathie.

Après cette allocution, la séance a été levée en signe de deuil.

Le conseil central de la Ligue de l'intérêt public s'est réuni ce matin, à son siège social, sous la présidence de son président d'honneur, M. Albert Pétrot, député de la Seine. Il a décidé d'envoyer une délégation et une couronne aux obsèques de M. Carnot et envoyé à Mme Carnot l'adresse suivante.

Madame,

Le conseil central de la Ligue, réuni en assemblée générale, a l'honneur de vous adresser l'expression de sentiments de profonde douleur que lui cause la perte du grand citoyen et de l'homme de bien que vous pleurez, et vous prie d'agréer l'assurance de l'immense part que tous les membres de la Ligue prennent à ce deuil national.

Le conseil d'administration de la Société pour l'instruction élémentaire, fondée par Lazare Carnot, a voté l'ordre du jour suivant :

La société assistera en corps aux cérémonies des funérailles.

En tête du groupe, la bannière de la société, entièrement couverte de crêpe, sera tenue par les dames et demoiselles, membres de la société ou élèves, vêtues en grand deuil.

Une grande couronne qui suivra sera portée par les membres du conseil.

GAZZETTA DEL'EMILIA

MONITORE DI BOLOGNA

Un numero separato cont. 5 - Arretrato cont. 10

Direttore UGO PESCI

ABONAMENTI

In Italia a domicilio. Mese L. 1.80 Trim. L. 4. — Sem. 8. — Anno L. 16
All'ufficio del giornale. » 1.25 » 3.50 » 7. — » 14
Avvertimento — Indicare per le lettere: DIREZIONE ed AMMINISTRAZIONE,
Via Garibaldi N. 3, Bologna. — Per telegrammi: GAZZETTA, Bologna.

INSERZIONI

In 4^a pagina (6 colonne) per linea di 8 punti L. 0, 30
In 2^a pagina sotto la firma per linea L. 1, —
Nel corpo del giornale L. 2, —
Per tutte le inserzioni a pagamento, Comunisti, Neurologi, Ringraziamenti, rivolgersi a RAFFAELI GALLIOTTI - Via Garibaldi, 3.

La legge per il matrimonio degli ufficiali

QUANDO SI PROROGHERA' LA CAMERA?

AMNISTIA PER I DETENTORI D' ARMI IN SICILIA

NOSTRI DISPACCI

ROMA 6, ore 21,35.

La seduta d'oggi I progetti contro gli anarchici

(Rino) Oggi si aspettava un grosso incidente per la iscrizione all'ordine del giorno delle proposte di legge contro gli anarchici.

Tutta l'estrema sinistra era al suo posto; anche il resto della Camera era affollatissimo.

Quando Cavallotti ha proposto di inscrivere per la seduta di domani il solo progetto contro l'apologia del delitto per mezzo della stampa, Crispi fu il primo ad alzare la mano e la Camera approvò come un solo uomo.

Tale risultato meravigliò e dette occasione ai più svariati commenti.

Stasera se no parla molto; si dice che gli oppositori siano d'accordo per non trovarsi presenti domani, sicché la Camera non trovandosi in numero si prorogherebbe. Altri sostiene invece che si sarebbe deciso di accordare un milione al governo per spese di pubblica sicurezza, lasciando cadere le leggi contro gli anarchici.

Altri invece crede semplicemente che una seduta non poteva bastare per due leggi, sicché se ne discuterà una domani e un'altra lunedì.

Si pretende di aver notato oggi in Crispi una certa rilassatezza a proposito della necessità di queste leggi; ma è difficile comprendere come egli abbia potuto dimostrarla senza neanche il principio di una discussione.

Una amnistia ragionevole Per la Sicilia

(Rino) Con odierno decreto, sulla proposta dei ministri dell'Interno, della Grazia e Giustizia, e della Guerra, è abolita l'azione penale per le contravvenzioni alla consegna di armi, previste con decreto del 12 Gennaio 1894 del Regio Commissario straordinario per le provincie di Sicilia.

Sono anche condannate le pene pronunciate dai tribunali militari per le contravvenzioni medesime.

Questa amnistia, generalmente approvata perché tutta a beneficio di illusi e non colpevoli, si considera come un prodromo della cessazione dello stato d'assedio in Sicilia.

Se la Camera non continuerà i suoi lavori si applicherà per decreto reale alla Sicilia il progetto delle enfiteusi.

ROMA 6, ore 21,50.

I provvedimenti finanziari al Senato

(Rino) Crispi, Sonnino, Boselli intervennero alla riunione della commissione finanziaria del Senato, dando ampie spiegazioni.

La maggioranza della commissione, tenute ferme sostanzialmente le precedenti deliberazioni, pure circondando la propria accettazione di molte particelle condizionali, accetta tutto il piano finanziario del governo, meno la imposta sulla rendita.

Cambray Digny sarà relatore per la parte finanziaria; Brioscini per la parte delle banche e della circolazione.

Si ritiene sempre che il Senato voterà anche l'imposta sulla rendita.

ROMA 6, ore 22,40.

Il ritiro di Mocenni

(Rino) Per domani non fu inserito all'ordine del giorno il seguito della discussione del progetto del matrimonio degli ufficiali.

Il progetto molto probabilmente si lascerà cadere.

Appena chiusa la Camera — a quel che si assicura — il ministro della guerra si ritirerà.

Contro gli anarchici

(Rino) A Montecitorio si ritiene che se anche non si discuteranno le leggi

sugli anarchici, durante le vacanze si applicherà ugualmente su larga misura il domicilio coatto.

ROMA 6.

Una notizia infondata

E' infondata la notizia, riferita da alcuni giornali, che i rapporti con lo stato brasiliano abbiano assunto improvvisamente un carattere di gravità. Il governo italiano non ha avuto da lamentarsi della solerzia del cav. Tugini, che anzi, solo fra i capi di missione, soggiornò a Rio Janeiro invece che a Petropoli nel periodo in cui più inferviva la febbre gialla, per essere meglio in grado di provvedere ai bisogni della colonia e per proseguire i negoziati per la soluzione di vari incidenti.

Il governo italiano che ottenne di già, per molti di quelli incidenti, risposte soddisfacenti e frequenti assegnazioni di notevoli indennità per i suoi nazionali, anche conde per gli incidenti in corso di discussione che il governo brasiliano comprenderà la convenienza di procedere amichevolmente, secondo giustizia, in modo che non ne siano menomamente turbati i buoni rapporti fra i due governi.

Così è pure insufficiente che il governo italiano abbia deciso l'invio di navi nelle acque di Rio Janeiro.

ROMA 6.

Il processo della Banca Romana

Parla l'avvocato Gregoraci, difensore di Tanlongo, combattendo le argomentazioni della procura civile e del pubblico ministero per le imputazioni fatte di lungo di peculato, di falso e di duplicazione di biglietti.

Dice che, indubbiamente, tra i documenti sottratti, si trova la difesa di Tanlongo, il quale, nondimeno, riuscirà a provare la sua innocenza.

L'udienza è sospesa.

L'avvocato Gregoraci ha continuato a parlare sostenendo vere e legittime le spese fatte da Tanlongo per il rialzo della rendita, per sovvenzioni al governo ed alla stampa.

L'udienza è rinviata a domani.

L'assassinio di Giuseppe Bandi

L'arresto di un complice

Telegrafano da Livorno alla Nazione: « E' stato arrestato presso Calafuria un supposto complice dell'assassinio del Bandi, già identificato nella persona di Enrico Lucchesi che la Questura ricerca attivamente, come vi fu telegrafato sino da ieri.

« I connotati dell'arrestato corrispondono con quelli di un tale che il giorno prima del delitto fu visto insieme all'assassino.

« L'individuo fu arrestato dalle guardie di finanza lungo il litorale mentre elemonava minacciando col coltello.

« Per l'arresto del Lucchesi sono stati diramati gli ordini e trasmessi i connotati telegraficamente a tutte le questure del Regno. »

Il Journal des Debats del 4 deplora vivamente l'assassinio del Bandi avvenuto nelle identiche condizioni di quello di Carnot; e dopo aver detto che anche in Italia hanno anche una scuola di assassini politici, ove s'impara a maneggiare il coltello, e infierire colpi mortali così prosegue:

« La morte del Bandi è essa pure quella del soldato caduto al suo posto per aver fatto il suo dovere. Essa onora tutta la stampa, e noi dobbiamo inchinarci al cospetto di un contratto martire della sua coscienza d'uomo onesto e del suo coraggio di scrittore. Le conseguenze della morte di Carnot e di Bandi sono ben differenti, tuttavia dal punto di vista di una moralità superiore, il caso è il medesimo, e le vittime sono unanimemente degne di un interesse del medesimo ordine.

Il signor Bandi ha dato un grande esempio, e il suo nome merita di non essere dimenticato. »

YACHT ARENATO

Algeri 6. — Il yacht Nise, con a bordo l'arciduca Luigi Salvatore, arenò presso Casine. L'arciduca e l'equipaggio sbarcarono sani e salvi.

Sperasi di rimettere a galla il yacht.

L'assassinio di Carnot

L'interrogatorio di Sante Caserio

Nell'ultimo interrogatorio, Sante Caserio è stato messo a confronto coll'armatore Guillaume che gli vendette il pugnale. Il Guillaume ha riconosciuto subito il suo cliente: questi alla sua volta ha salutato l'armatore chiamandolo per nome. L'interrogatorio è terminato, come ci ha già detto il telegrafo, con una nuova dichiarazione dell'imputato di non voler rivelare il modo del suo delitto se non davanti ai giurì.

Il Caserio si mostra del resto molto cortese col giudice Rosen, rispondendo senza farsi pregare e dando tutti i particolari più minuti del suo misfatto.

Per quanto riguarda Caserio la istruttoria sarebbe terminata. Adesso il giudice d'istruzione deve decidere se il Caserio debba essere rinviato alle assise solo e con qualche complice. Gli uffici di istruttoria di Cetto, Montpellier e Marsiglia sono continuamente in corrispondenza con quello di Lione.

Dall'inchiesta fatta a Cetto risulta che quando vi giunse Caserio non era sconosciuto al mondo anarchico. Fu il Saurcl che lo collocò presso il fornajo Vialla. Pochi giorni dopo il Caserio, il Saurcl ed un terzo anarchico di Cetto furono venuti al caffè con uno sconosciuto che parlava il francese con accento italiano. Era un anarchico venuto da Lione. Fu sorvegliato dalla polizia ed accortosi della sorveglianza il nuovo arrivato partì per Lione.

Era verso la metà del gennaio 1894: il Caserio entrò all'ospedale e vi restò un mese, ricevendo tutte le domande delle visite di Saurcl e altri anarchici, delle quali ha parlato a Marsiglia il soldato Leblan.

La polizia, che sorvegliava anche il Caserio, tenne nota allora dei suoi visitatori. Fra gli altri vi fu un altro incognito, venuto pure da Lione, che dopo aver passato una serata di febbraio con Saurcl ed altri anarchici, andò il giorno dopo a far visita al Caserio, all'ospedale, ed ebbe con lui un vivo ed animato colloquio. Anche questo individuo scomparve sempre nella direzione di Montpellier.

Il Caserio fu sempre più sorvegliato, ma la sorveglianza consisteva nel tenergli alle calcagna un agente durante la serata. Il 22 Giugno l'agente andò al solito a prendere il suo posto per sorvegliare il Caserio al caffè del Gard; ma non lo trovò. Era partito già da parecchio ore.

Condoglianze e cortesie

Una lettera d'un deputato francese

Appena giunta a Bologna la notizia dell'assassinio del presidente Carnot, il senatore Capellini, che ha studiato in Francia, vi ha passato parecchio tempo e vi conta numerosi amici, scriveva ad uno di questi, il signor Albin Rozet deputato dell'Alta Marna, una lettera nella quale esprimeva l'orrore provato da lui e dalla città di Bologna all'annuncio dell'assassinio, ed il rammarico che fosse nato in Italia, chi l'aveva commesso.

La lettera del senatore Capellini, comunicata dal deputato Rozet a qualche giornalista, è stata ripubblicata dal Matin, dal Journal des Debats, dal Progrès di Digione, dal Grand Echo di Lille e da molti altri giornali di provincia ed il deputato Albin Rozet ha risposto con la seguente:

« Parigi, 1 Luglio.

« Mio caro Senatore, « La vostra lettera tanto piena di simpatia per il nostro paese mi ha profondamente commosso, ma non mi ha punto sorpreso; so di fatti che voi amate la Francia e la considerate come una seconda patria.

« Insieme con tutta la città di Bologna, voi deplorato l'attentato del quale è stato vittima il presidente Carnot, ne stigmatizzate l'autore e deplorate che sia nato su terra italiana.

« Agli occhi di tutti gli uomini sensati, tali assassini non appartengono ad alcun paese; non hanno patria e non saprebbero disonorare alcuna.

« L'Italia tutta intera, prendendo una parte tanto sincera al nostro dolore, ha mostrato che se le nostre due nazioni possono essere qualche volta separate non saprebbero mai essere nemiche.

« Gradite, caro senatore, i miei migliori ringraziamenti ed i miei sentimenti affettuosi. Alvin Rozet, deputato dell'Alta Marna. »

Un disastro in mare

Montevideo 6. — I passeggeri del pirascato Uruguay sono sbarcati. Continua il salvataggio del carico.

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

SEDUTA ANTIMERIDIANA del 6 luglio

Presidenza del presidente Biancheri. La seduta comincia alle ore 10.

Miniscalchi, segretario, legge il processo verbale della seduta antimerediana antecedente che è approvato.

Il matrimonio degli ufficiali Si propone la sospensione

Il Presidente annunzia la seguente proposta:

« I sottoscritti propongono che sia sospesa la discussione del progetto di legge: Arbib, Saportis, Cramonisi, Solinas Apostoli, Grandi, Grippo, Schiratti, Canegallo, Beltrami, Rospioglio, Orsini-Baroni, Mariotti, Giacomelli, Trittoni, Rabini. »

Arbib dà ragione della proposta sospendiva ricordando che è già scritto all'ordine del giorno il disegno di legge che fa obbligatorio la presenza del matrimonio civile su quello religioso. E poiché crede che i due argomenti non possano scindersi, insiste nel chiedere, senza fare atto di ostilità al ministro, che questo disegno di legge sia rimandato ad epoca più opportuna.

Omèdi (relatore) si oppone alla sospensione poiché trattasi di una grave questione che attende da tempo di essere comunque risolta, e perciò prega il ministro di accettare il progetto della commissione.

Sani Giacomo fa notare la grave importanza del disegno di legge che può avere grande influenza sul morale e sulla disciplina dell'esercito, e quindi è favorevole alla sospensione per dar modo alla Camera di discuterla colla dovuta maturità di giudizio quando a novembre riprenderà i suoi lavori.

Imbriani (della commissione) combatte la sospensione sostenendo che la questione è ormai matura e che è necessario risolverla per togliere da una posizione angosciosa e paralizzante nella legge, tanti onesti ufficiali e tanti figli che non hanno nessuna colpa.

Imbriani non può accettare la sospensione essendo convinto della necessità e dell'urgenza di una soluzione; molto meno può accettarla quando essa si fonda sulle qualità della legge giacché egli l'ha presentata credendola un suo provvedimento. Nelle condizioni presenti accetta la proposta della Commissione (voti comment) le quali rappresentano pur sempre un miglioramento sullo stato di cose esistente.

Pelloux, parlando per fatto personale, fa osservare all'on Arbib che egli non ha mai sostenuto che avrebbe proposto l'indulto se non fosse stato accolto il concetto della presidenza del matrimonio civile sul religioso. Egli invece sostiene sempre che non avrebbe proposto l'indulto se non quando si fosse acquistata la certezza che lo stato delle cose al quale si vuol porre riparo, non avesse a rinnovarsi.

Afan de Rivera (della commissione) dice che avendo il ministro accettato il progetto della commissione ritira il suo ordine del giorno votando contro la sospensione.

Arbib mantiene la sospensione.

Cirimi, dopo le dichiarazioni del ministro che accetta il progetto della commissione, vota la sospensione.

Grandi si unisce alle dichiarazioni dell'onorevole Afan de Rivera.

Mocenni ricorda all'on. Cirimi che, quando si cominciò a discutere il disegno di legge, dichiarò che avrebbe consentito gli emendamenti che potessero essere concordati colla commissione.

La proposta della sospensione è messa ai voti e respinta.

Si passa alla discussione degli articoli

Art. 1^o Gli ufficiali del R. Esercito, in servizio attivo, non possono contrarre matrimonio senza avere prima ottenuto il regio assentimento.

È approvato.

Il Presidente apre la discussione sull'art. 2^o: « Non possono ottenere il regio assentimento per contrarre matrimonio gli ufficiali inferiori che non abbiano prima efficacemente costituita ed assicurata con vincolo di prima ipotesi a favore della futura sposa e della prole naturale la rendita annua di L. 1200 se capitani, e di lire 1500 se tenenti o sottotenenti. Sono esenti da qualunque costituzione di rendita gli ufficiali generali o superiori e gli ufficiali inferiori che all'epoca del matrimonio abbiano compiuto il 35^o anno di età.

Arbib cita alcune cifre statistiche per dimostrare come sopra 14,000 ufficiali dell'esercito se ne siano 3883 ammogliati e si meraviglia che il governo e la commissione abbiano proposto disposizioni atte a favorire anziché a frenare questa tendenza degli ufficiali ad ammogliarsi.

L'ultimo capoverso dell'articolo nasconde poi, secondo l'oratore, gravissimi pericoli, poiché se da una parte sarà un pretesto — leale per sanare la posizione — di quelli ufficiali che contrassero matrimonio senza per-

messo, perpetuati dall'altra l'inconveniente al quale la legge vuol provvedere e incoraggerà i giovani ufficiali a contrarre relazioni illecite da regolarizzare poi al 35^o anno; perciò ne chiede la soppressione e prega il ministro di mantenere le cifre di dote militare stabilite dalla legge attuale.

Ungaro ricorda di aver presentato nel 1890 un disegno di legge per concedere la pensione alle vedove e agli orfani degli ufficiali che per aver contratto matrimonio illegale avevano avuto l'indulto da Vittorio Emanuele, e poiché coll'attuale disegno di legge i matrimoni illegali finora contratti saranno considerati validi, richiama l'attenzione del ministro sulle conseguenze finanziarie di esso.

Imbriani, avversario di qualunque vincolo dotale, a non abilitato a mutare opinioni, sostiene la sua tesi; combatte le osservazioni del deputato Arbib; crede inopportuno qualunque vincolo e nega assolutamente che agli eserciti avuti un gran numero di ufficiali civili. Crede infondate le preoccupazioni finanziarie dell'on. Ungaro. Rileva che molte dote militari sono fittizie; accenna a corti avvisi pubblicati sull'Italia militare di un'agenzia per procurare le dote; rileva che quel giornale si pubblica in una tipografia che ha il monopolio delle pubblicazioni ufficiali. (Denegazioni del ministro della guerra). Osserva che molte volte la così detta dote militare, che non ha poi gli effetti giuridici della dote, riesce costituita da terzi e gli sposi con atto separato rinunziano ai frutti così che la dote è meramente fittizia.

E' convinto che la dote sia un incentivo ad unioni non omogenee, non spontanee, a matrimoni di mero interesse.

Osserva che l'età però naturale per prendere moglie è dai 25 ai 30 anni per ragioni morali, fisiologiche e sociali; anche per questa considerazione non ammette che l'esenzione dalla dote debba avere effetto solo dal 35^o anno.

Conclude rilevando la necessità d'un'amnistia che ridoni la pace a tante onere famiglie; rivolgendosi infine all'on. Pelloux, dichiara che sarebbe dolente se la sua condotta d'oggi fosse ispirata da considerazioni parlamentari.

Bonasi crede che stabilire l'obbligo d'una prima ipotesi sia talora eccessivo e insufficiente.

Gianturo si associa alle osservazioni dell'on. Bonasi e vorrebbe che l'articolo fosse modificato.

Osserva poi che il rendere obbligatoria la rendita anziché il capitale, avrà facilmente l'adito a simulazioni e costituzioni fittizie.

Brunetti Gaetano vorrebbe che si sopprimesse addirittura l'inciso relativo alla prima ipotesi.

Pelloux raccogliendo un'allusione dell'onorevole Imbriani dice, che 85 anni di vita militare e 14 anni di vita politica dimostrano abbastanza quale sia il disinteresse che ispira la sua condotta.

Dichiara ancora una volta che egli non manca mai di occuparsi col più vivo interesse di questa questione così grave per l'esercito.

Nega di aver reso più difficile la situazione delle famiglie che si trovano in questa falsa condizione.

Persiste nel ritenere necessaria ed urgente una soluzione e si vanta di aver fatto da ministro tutto ciò che era possibile perché ad una soluzione si arrivasse.

Relativamente all'art. 2^o vorrebbe abbassare il limite del 35^o anno, trova troppo alta l'età in cui si vorrebbe addirittura soppresso il secondo comma. Tuttavia per non ritardare la soluzione voterà in ogni modo la legge.

Saportis è dolente che la commissione e il ministro della guerra non si siano preoccupati delle conseguenze finanziarie di questo disegno di legge. Domanda che almeno sia soppresso il secondo comma dell'articolo che è quello che porta maggiori inconvenienti dal punto di vista finanziario e anche dal punto di vista militare.

Il Presidente rimanda ad altra seduta il seguito di questa discussione.

La seduta termina alle 11,55.

SEDUTA SEROTINA

Presidenza del presidente Biancheri. La seduta comincia alle 14,15.

Una domanda di 44 Comuni

Stelluti Scola domanda l'urgenza per la petizione del Sindaco del Comune di Fabriano al quale di associare i Sindaci di 44 Comuni della provincia di Ancona se chiede un provvedimento legislativo sul trasporto dei coscritti poveri al capoluogo della provincia.

Progetto di iniziativa Parlamentare

Il Presidente comunica che la presidenza del Senato ha trasmesso alla Camera una proposta di iniziativa parlamentare per l'affrancazione dei canoni enfiteutici che sarà trasmessa agli uffici già approvata dall'altro ramo del parlamento.

Votazione

Si votano a scrutinio segreto i disegni di legge approvati per lettura e lettura.

INTERROGAZIONI

Gli italiani nel Marocco
Bianco (ministri degli esteri) risponde al deputato Cirimi che desidera conoscere quali